

Annulation d'un grand festival religieux au Tibet dans un contexte de nouvelles restrictions de la liberté religieuse

Un important festival religieux, le festival de Dechen Shedrub, a été annulé à l'institut de Larung Gar, malgré l'autorisation initiale du gouvernement chinois.



Cette photo prise récemment à Larung Gar montre un vaste espace vide à la verticale qui, d'après plusieurs sources, servira à construire de grands escaliers pour permettre aux touristes de gravir la montagne. En plus d'entraver la pratique et l'enseignement religieux et d'intensifier leurs mesures de sécurité intrusives, les autorités chinoises se servent en effet de l'intérêt pour le bouddhisme tibétain pour attirer des touristes nationaux dans des instituts comme ceux de Larung Gar et de Yachen Gar. Cette situation fait craindre une nouvelle réduction de ces communautés monastiques.

Le festival de prière de Dechen Shedrub est un événement de huit jours qui réunit un grand nombre de fidèles. Après son annulation l'année dernière, au plus fort des démolitions, et une fois auparavant en 2009 suite à la répression des manifestations de 2008 dans la région et à travers le Tibet, le festival avait initialement été autorisé cette année à Larung Gar. Il devait débuter

le 6 novembre, mais à la veille de sa tenue, plusieurs enseignants religieux tibétains ont été convoqués à la capitale provinciale de Chengdu et informés que le festival ne pouvait pas avoir lieu cette année.

Les autorités chinoises auraient affirmé qu'il n'était pas approprié d'organiser

> Suite page 2

DANS CETTE ÉDITION

1. Annulation d'un grand festival religieux à Larung Gar dans un contexte de nouvelles restrictions de la liberté religieuse
2. Le 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois confirme Xi Jinping à la tête de la Chine ainsi que la poursuite de sa position radicale vis-à-vis du Tibet
3. Une délégation de parlementaires tibétains en visite en Europe
4. Des partis politiques allemands déterminés à soutenir le Dalaï-Lama et le Tibet
5. L'Administration centrale tibétaine organise une conférence internationale sur l'avenir du mouvement tibétain
6. Les législateurs américains appellent le président Trump à soutenir le Tibet
7. Un nouveau rapport d'Australia Tibet Council met en évidence l'influence de la Chine sur la politique australienne relative au Tibet
8. Lancement d'un groupe d'amitié pour les Ouïghours au Parlement européen
9. Le point sur les prisonniers politiques
10. Suggestion de lecture
11. Événements à venir



> Suite de la page 1

un rassemblement d'une telle ampleur au vu de la situation à l'institut, suite aux démolitions et aux nouvelles constructions entreprises. On estime toutefois qu'il existe une tout autre raison à cette décision : les autorités voulaient empêcher les moines et les nonnes expulsés de l'institut de revenir à Larung Gar. D'après les informations reçues par International Campaign for Tibet, des postes de contrôle ont en effet été récemment installés à proximité de l'académie bouddhiste. Des agents en uniforme y contrôlent l'identité des

visiteurs et les interrogent au sujet de leur visite. Ces postes de contrôle dénotent un renforcement des mesures de sécurité et de contrôle après la vague de démolitions et la [nomination](#) de plusieurs membres du Parti communiste chinois à la tête de l'institut.

Cette nouvelle étape s'inscrit dans un contexte de consolidation des vastes pouvoirs que le Parti communiste exerce sur les croyances du peuple, comme en témoignent l'objectif régulièrement évoqué de « siniser la religion », qui

consiste à modeler et à façonner les religions selon les dictats du Parti communiste chinois, et la récente adoption des [règles révisées sur l'activité religieuse](#). De la même manière qu'une nouvelle série de lois en matière de sécurité, telle que la loi sur le contre-terrorisme, ces règles confondent les pratiques religieuses pacifiques avec des « menaces » à la sécurité de la Chine, créant de ce fait un environnement politique plus dangereux pour les moines, les nonnes et les bouddhistes laïques. ■

Le 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois confirme Xi Jinping à la tête de la Chine ainsi que la poursuite de sa position radicale vis-à-vis du Tibet

Un nouveau comité de dirigeants a été révélé lors du 19^{ème} congrès du Parti qui s'est tenu le mois dernier. Ce dernier a rompu avec la tradition en ne désignant pas clairement de successeur à Xi Jinping, secrétaire général du Parti et président de la République populaire de Chine.

Cette nouvelle configuration permet à Xi Jinping de rester au pouvoir durant les cinq prochaines années et potentiellement au-delà. L'idéologie de Xi Jinping sera par ailleurs incorporée dans la Constitution du Parti en tant que « pensée de Xi Jinping ». La nouvelle composition indique également que la Chine maintiendra très certainement sa position radicale à l'égard de la question tibétaine.

Parmi les nouveaux membres du Comité permanent du bureau politique du PCC (les sept dirigeants qui gouvernent maintenant la Chine), figure en effet Zhao Leji. Celui-ci a travaillé dans une région tibétaine et s'est montré très actif dans la « lutte contre le Dalai-Lama », selon la presse officielle chinoise. Lors d'une conférence de presse en marge du congrès, Zhang Yijiong, vice-ministre exécutif du Département du Travail du Front uni, a en outre fortement déconseillé aux dirigeants étrangers de rencontrer le Dalai-Lama, qu'il a décrit comme « un traître à la patrie » et comme « le leader d'un groupe indépendantiste s'adonnant

à des activités séparatistes ». Dans son discours inaugural marathon, qui a duré trois heures et demie, Xi Jinping a lancé des mises en garde similaires : « *Nous ne laisserons jamais aucun peuple, organisation ou parti politique séparer quelque partie que ce soit du territoire chinois* ».

La période précédant le congrès du Parti a été le point de mire de plusieurs efforts de propagande dans les régions tibétaines de la Chine depuis le début de l'année. Le Tibet, qui fait l'objet d'un strict confinement, est en outre fermé aux ressortissants étrangers depuis le 18 octobre. Une série d'exercices militaires intimidants ont également été organisés à l'approche des réunions à Beijing, ainsi qu'un blocage systématique des communications et plusieurs campagnes idéologiques intrusives.

Le 17 octobre, ICT a publié un rapport résumant l'évolution de la situation au Tibet depuis le dernier congrès du Parti. [Cliquez ici pour le consulter](#). ■

Une délégation de parlementaires tibétains en visite en Europe

Du 11 au 30 novembre, ICT a accueilli une délégation de quatre membres du Parlement tibétain en exil en tournée de plaidoyer en Europe.



La délégation du Parlement tibétain en exil lors de l'échange de vues avec le Sous-comité des droits de l'Homme du Parlement européen (Photo: ICT).

L'objectif de cette mission, qui a commencé à Bruxelles par une séance d'information et qui s'est composée de plusieurs visites en France, en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas, était de sensibiliser les parlementaires et les représentants des gouvernements à la détérioration de la situation des droits de l'Homme au Tibet sous le joug du président chinois Xi Jinping. Cette mission avait également pour but de donner un nouvel élan au soutien apporté à la cause tibétaine et d'établir de nouvelles alliances suite aux récentes élections dans certains États membres de l'UE.

La délégation tibétaine était dirigée par Dolma Tsering, accompagnée de Dawa Phunkyï, administrateur en chef de l'hôpital tibétain Delek, du vénérable Guéshé Atuk Tseten, qui s'est exilé en 1991 et qui a décroché un diplôme de Guéshé Lharampa (titre universitaire le plus avancé de la religion bouddhiste), et de Ngawang Tharpa, ancien journaliste

du Centre culturel tibétain Khawa Karpo à Dharamsala.

Lors de leur visite, les membres de la délégation du Parlement tibétain en exil ont rencontré des parlementaires des différents pays dans lesquels ils se sont rendus ; en France, par exemple, ils ont été chaleureusement accueillis par le Groupe d'information internationale sur le Tibet du Sénat (qui vient juste d'être rétabli, avec 20 membres), qui a exprimé son vif soutien à la lutte des Tibétains pour obtenir la liberté démocratique. Les membres de la délégation tibétaine ont également eu l'occasion de discuter avec des représentants des gouvernements de certains des pays visités, ainsi qu'avec plusieurs représentants de l'ONU à Genève. À Bruxelles, la délégation a rencontré Jan Figel, envoyé spécial de l'UE pour la liberté de religion et de conviction en dehors de l'Union européenne, et le 23 novembre, les délégués ont participé

à un échange de vues sur la situation des droits de l'Homme au Tibet avec des membres de la sous-commission des droits de l'Homme du Parlement européen. Dolma Tsering Teykhan y a [fait une déclaration](#) dans laquelle elle a remercié le Parlement européen pour sa résolution en 2016 sur le cas de l'académie bouddhiste tibétaine de Larung Gar et demandé à l'UE de rester unie sur les questions relatives aux droits de l'Homme en Chine et au Tibet.

En dehors de ces réunions avec des parlementaires et des représentants de l'UE et des différents pays visités, les délégués tibétains ont également eu l'occasion de participer à des débats animés avec les membres des communautés tibétaines des pays dans lesquels ils se sont rendus. En France, ils ont de plus discuté avec des membres de la société civile et se sont rendus dans le camp de réfugiés tibétains à Conflans-Sainte-Honorine.

Plusieurs médias européens, dont le quotidien belge [Le Soir](#) et [Libération](#), ont couvert cette visite. ■



Le Guéshé Atuk Tseten, membre du Parlement tibétain, aide un étudiant d'une école de week-end tibétaine en Suisse. (Photo : ICT)

Des partis politiques allemands déterminés à soutenir le Dalai-Lama et le Tibet

En amont des élections fédérales allemandes de 2017, qui se sont déroulées le 24 septembre, les partis politiques représentés au Bundestag (parlement allemand) ont répondu aux différentes questions que les organisations International Campaign for Tibet, Tibet Initiative Allemagne et l'Association des Tibétains en Allemagne leur ont posées sur le Tibet.

L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), le Parti social-démocrate (SPD), DIE LINKE (La Gauche) et l'Alliance 90/Les Verts ont répondu à 11 questions, réaffirmant leur soutien en faveur du dialogue sur le Tibet. Ils ont en particulier été interrogés sur leurs intentions politiques pour défendre les droits de l'Homme au Tibet, l'environnement tibétain et le dialogue direct entre les représentants du Dalai-Lama et du gouvernement chinois — au parlement fédéral, par le biais de

représentations officielles auprès de la République populaire de Chine et par l'intermédiaire de forums internationaux. Tous les partis ont exprimé des préoccupations quant à l'aggravation de la situation des droits de l'Homme au Tibet et à l'état de son environnement. Ils ont déclaré que ces thématiques devaient figurer à l'ordre du jour des négociations bilatérales avec le gouvernement chinois et ont reconnu qu'il était nécessaire d'accorder une attention prioritaire à la question tibétaine dans les forums bilatéraux et internationaux. Le parti de

la chancelière Angela Merkel (CDU) et le parti jumeau bavarois de l'Union sociale chrétienne (CSU) ont aussi mentionné expressément le [rapport](#) sur les dangers que représente la nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme pour les Tibétains et les Ouïghours rédigé par ICT et la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) et publié en novembre 2016.

Cliquez [ici](#) pour consulter les réponses des partis allemands. Vous pouvez lire [ici](#) une traduction non officielle (en anglais) réalisée par International Campaign for Tibet ■

L'Administration centrale tibétaine organise une conférence internationale sur l'avenir du mouvement tibétain

Du 6 au 8 octobre, plusieurs membres du personnel et du conseil d'administration d'ICT ont participé au Forum Cinq-Cinquante, une conférence internationale organisée par le département de l'Information et des Relations internationales de l'Administration centrale tibétaine à Dharamsala, dans le but de discuter de l'avenir du mouvement tibétain.



Le Dalai-Lama s'adresse aux participants du Forum Cinq-Cinquante le 7 octobre. (Photo : Tenzin Phende/DIIR)

Cet événement a rassemblé plus de 180 intellectuels, stratèges politiques, militants, experts en communication et amis de longue date du Tibet de 21 pays différents. L'objectif de ce forum était d'explorer les différentes stratégies pour résoudre la question tibétaine en se fondant sur l'approche de la voie du milieu au cours des cinq prochaines années, tout en assurant l'avenir du peuple tibétain pour les cinquante prochaines années si la première option demeure irréalisable.

une Asie en pleine croissance ; les relations internationales et les activités de plaidoyer de l'Administration centrale tibétaine ; et le leadership de l'Administration centrale tibétaine.

Le Dalai-Lama, qui a honoré de sa présence le deuxième jour du Forum, s'est adressé à l'assistance en ces termes : « Les Tibétains subissent de grands bouleversements et des souffrances que la Chine leur impose encore aujourd'hui. Nous pouvons néanmoins nous réjouir du fait que notre patrimoine culturel est vieux de plusieurs millénaires. Et malgré les mesures de répression de la Chine, les Tibétains qui vivent au Tibet font preuve d'une vaillance et d'un courage sans borne pour préserver l'esprit indomptable des Tibétains. » Et d'ajouter : « Bon nombre de communautés se battent pour leur liberté à travers le monde. Mais la plupart d'entre elles ont recours à la violence pour atteindre leurs objectifs. Les Tibétains, en revanche, ont toujours adopté des méthodes de paix et de non-violence malgré les difficultés qu'ils rencontrent. »

Cliquez [ici](#) pour écouter l'intégralité du discours du Dalai-Lama lors du Forum Cinq-Cinquante ■

Les participants ont abordé quatre sujets principaux : la recherche d'un dialogue constructif et de négociations avec la RPC ; les relations fondamentales du Tibet avec une Inde et

Les législateurs américains appellent le président Trump à soutenir le Tibet

Le 16 novembre 2017, une résolution bipartisane a été présentée au Sénat américain pour demander à l'administration Trump d'accorder une attention particulière au Tibet dans les relations des États-Unis avec la Chine.

Dans cette résolution, les sénateurs appellent l'administration Trump à mettre pleinement en œuvre le Tibetan Policy Act, afin de promouvoir l'accès des citoyens américains au Tibet et d'encourager la Chine à « entamer un dialogue avec le Dalai-Lama ou ses représentants pour négocier un accord par rapport au Tibet ». Ce document vient compléter une [résolution](#) similaire présentée à la Chambre des représentants le 1^{er} novembre.

Ces deux résolutions, ainsi qu'une lettre ouverte rédigée par deux parlementaires américains qui exhortent le président Trump à contester le gouvernement chinois sur les droits de l'Homme et l'État de droit, sont peut-être le signe de pressions croissantes exercées sur la Maison Blanche pour qu'elle intensifie ses activités de plaidoyer en faveur des droits de l'Homme à l'étranger, et y compris en Chine, et tombent à point nommé; lors de sa première visite officielle à Beijing le mois dernier, le président Trump a en effet décidé d'ignorer complètement les [appels](#) qui lui ont été adressés d'interpeller la Chine concernant son bilan lamentable en matière de droits de l'Homme. Il y a fait la sourde oreille, préférant se concentrer sur « Les États-Unis d'abord » et courtiser le président chinois Xi Jinping (qu'il a décrit comme « un homme très spécial ») afin de protéger l'intérêt national de son pays. ■

Un nouveau rapport d'Australia Tibet Council met en évidence l'influence de la Chine sur la politique australienne relative au Tibet

Un nouveau rapport du partenaire d'ICT, Australia Tibet Council, révèle que l'influence accrue de la Chine sur les institutions politiques et les établissements d'enseignement en Australie a permis de réduire l'engagement du gouvernement australien à l'égard du Tibet.



Le rapport intitulé [Australia's silence on Tibet: How China is shaping our agenda](#) (« Le silence de l'Australie sur le Tibet: comment la Chine influence notre agenda politique ») a été publié et présenté à la Chambre des représentants d'Australie le 13 septembre 2017. Il explique que des pressions invisibles sur les universités australiennes, qui sont de plus en plus dépendantes des financements chinois, ont permis d'établir une culture de l'auto-censure au sein du milieu universitaire australien. L'Australie compte de nombreux intellectuels chinois reconnus, mais

peu sont prêts à se lancer dans des débats critiques sur le Tibet, par peur de représailles de la part de la direction des universités ou des étudiants chinois sur les campus. Récemment, un professeur australien spécialisé en éthique publique a [déclaré](#) qu'un éditeur avait renoncé au projet de publier son livre sur l'influence supposée de la Chine sur l'Australie, de crainte de subir des « représailles » de Beijing.

Le rapport d'Australia Tibet Council révèle en outre que les activités des principaux donateurs chinois auprès des grands partis politiques australiens font partie intégrante de la mission globale de la Chine qui vise à refaçonner les explications relatives au Tibet. « Les tentatives de la Chine visant à influencer la politique étrangère de l'Australie représentent une menace tant pour le mouvement tibétain que pour la solidité de la démocratie australienne. En passant sous silence la situation du Tibet, l'Australie va à l'encontre de ses valeurs et affaiblit son autorité morale », a déclaré Kyinzom Dhongdue, responsable des campagnes pour Australia Tibet Council. ■

Lancement d'un groupe d'amitié pour les Ouïghours au Parlement européen

Le 19 octobre 2017, le groupe d'amitié pour les Ouïghours du Parlement européen a célébré la culture ouïghoure lors de son inauguration.



Les membres de la communauté ouïghoure et du nouveau groupe d'amitié avec les Ouïghours. (Photo: UNPO)

À l'image du groupe d'intérêt sur le Tibet au Parlement européen, ce nouveau groupe constitué de 17 membres du Parlement européen servira de réseau informel pour organiser des rencontres régulières afin de discuter de la situation précaire des droits de l'Homme de la communauté ouïghoure et de faire en sorte que cette problématique reste à l'ordre du jour de l'Union européenne.

L'événement de lancement de cette initiative a réuni plusieurs membres du groupe d'amitié (dont les coprésidents Ilhan Kyuchyuk et Csaba Sógor, également membre du groupe d'intérêt du Tibet), ainsi que des universitaires, des représentants d'ONG et des membres de la communauté ouïghoure. Ceux-ci ont discuté de la détérioration de la situation des droits culturels, des droits religieux et des droits de

l'Homme de cette minorité aux mains des autorités chinoises.

La dissidente ouïghoure en exil Rebiya Kadeer – dont les proches sont de plus en plus pris pour cible par les autorités chinoises – a souligné que le soutien des membres du Parlement européen était vital en ce moment précis. Elle a également encouragé les membres de la diaspora ouïghoure à partager leur culture avec les personnes qu'ils rencontrent à

l'étranger afin de contrer les tentatives de la République populaire de Chine visant à la diluer.

Vincent Metten, directeur des affaires européennes d'ICT, avait également été invité à prendre part à cet événement, lors duquel il a insisté sur la relation historique entre ICT et le Congrès mondial des Ouïghours. Il a aussi évoqué l'absolue nécessité pour ces deux groupes de se soutenir contre la répression exercée par le gouvernement chinois à l'égard des droits des minorités.

Cet événement inaugural s'est clôturé par une célébration de la culture et de l'identité ouïghoure, avec deux présentations consacrées à la langue et à l'histoire de cette minorité, ainsi que plusieurs danses et chants traditionnels ouïghours.



Le directeur des affaires européennes d'ICT Vincent Metten, s'exprimant lors de l'inauguration du groupe d'amitié avec les Ouïghours au Parlement européen. (Photo: UNPO)

Source : UNPO (cliquez [ici](#) pour lire l'intégralité du rapport consacré à cet événement) ■

Le point sur les prisonniers politiques

Lobsang Jinpa



Un moine tibétain condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir écrit les paroles d'une chanson en l'honneur du Panchen Lama a été libéré d'une prison de la province chinoise du Qinghai le 30 octobre, après avoir purgé la totalité de sa peine.

Lobsang Jinpa, désormais âgé de 35 ans, a été arrêté pour la première fois en septembre 2012 avec quatre autres personnes soupçonnées de mener des

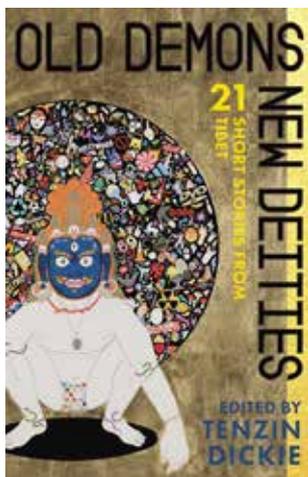
«activités séparatistes» lors d'un [raid](#) au monastère Nyatso Zilkar situé dans le comté Kyegudho, dans la région du Kham, au

Tibet oriental. Il a été accusé d'avoir écrit une chanson intitulée «Cher Panchen Lama» sur le 10^{ème} panchen-lama et sur sa 11^{ème} incarnation (dont les autorités chinoises sont responsables de la disparition en 1995) pour le chanteur Lo Lo, qui serait toujours en prison (voir le rapport d'ICT [The teeth of the storm: lack of freedom of expression and cultural resilience in Tibet](#) ("Au cœur de la tempête: l'absence de liberté d'expression et de résilience culturelle au Tibet").

D'après une source anonyme de Radio Free Asia, les nouvelles de sa libération ne sont pas parvenues directement au monde extérieur en raison du durcissement des mesures de restriction imposées sur l'internet et sur les autres moyens de communication en amont du 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois.

L'état de santé actuel de Lobsang Jinpa demeure inconnu, mais le Centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie (TCHRD) s'est dit gravement préoccupé par sa santé, car il a développé des problèmes au niveau des reins et de la fonction hépatique lors de sa détention. ■

Suggestion de lecture



Old Demons, New Deities: 21 Short Stories from Tibet (Vieux démons, nouvelles divinités: 21 nouvelles du Tibet), édité par Tenzin Dickie

Cette première anthologie anglaise de fiction tibétaine contemporaine disponible dans nos contrées rassemble les textes des meilleurs écrivains tibétains du Tibet et de la diaspora, qui écrivent en tibétain, en anglais et en chinois.

La littérature tibétaine moderne a moins de quarante ans : elle apparaît en 1980 avec la publication du premier journal en tibétain à Lhasa. Depuis lors, les nouvelles sont devenues l'une des premières formes d'art moderne tibétain. Au travers de ces histoires parfois absurdes, quelques fois étranges, et toujours émouvantes, les lecteurs anglophones découvrent un regard authentique sur la vie des

Tibétains ordinaires, laïcs et contemporains qui naviguent dans l'espace entre tradition et modernité, occupation et exil, individualité et nation. Ces histoires se déroulent aussi bien dans l'Himalaya que le long d'une ligne de chemin de fer en Inde ou dans un bordel à New York, mais elles donnent un aperçu réel et puissant d'une culture ancienne ainsi que des vies et des préoccupations de contemporains.

Pour composer cette anthologie, l'éditrice et traductrice Tenzin Dickie a réuni 21 nouvelles de 16 écrivains tibétains parmi les plus respectés et les plus connus du moment, notamment Pema Bhum, Pema Tsenden, Tsering Dondrup, Woesser, Tsering Wangmo Dhompa, Kyabchen Dedrol, et Jamyang Norbu.

Cliquez [ici](#) pour acheter ce livre. ■

ÉVÉNEMENTS À VENIR

► 5-6 DÉCEMBRE:

19^{ème} édition du Forum UE-ONG sur les droits de l'Homme à Bruxelles

► 7 DÉCEMBRE:

Conférence sur le nomadisme tibétain organisée par l'association Les Amis du Tibet au Luxembourg (plus d'informations sur: www.amisdutibet.org/event/nomads-in-no-mans-land/)

► 10 DÉCEMBRE:

Journée internationale des droits de l'Homme